PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE            REPUBLIQUE DE COTE D’IVOIRE

----------------- ------------------

Union-Discipline-Travail

**CONFERENCE DE HAUT NIVEAU SUR LE THEME**

**« DEVELOPPEMENT DURABLE, DETTE SOUTENABLE : TROUVER LE JUSTE EQUILIBRE »**

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR ALASSANE OUATTARA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

**LUNDI 02 DECEMBRE 2019**

**Excellence Monsieur MACKY SALL, Président de la République du Sénégal ;**

**Excellence Messieurs les Chefs d’Etat et de Gouvernement ;**

**Madame Kristalina Georgieva, Directrice Générale du Fonds Monétaire International ;**

**Madame Amina Mohamed, Vice-Secrétaire Générale des Nations Unies ;**

**Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement ;**

**Excellence Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des organisations, sous régionales, régionales et internationales ;**

**Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations du secteur privé et de la société civile ;**

**Mesdames et Messieurs, les Experts des différents pays ;**

**Distingués invités,**

C’est avec un réel plaisir que je prends la parole à l’occasion de la conférence de haut niveau sur le thème **« Développement durable, dette soutenable : trouver le juste équilibre».**

Je remercie le **Président Macky SALL** et le peuple Sénégalais pour l’accueil chaleureux qui nous a été réservé, à ma délégation et moi-même, depuis notre arrivée à Dakar.

Je salue aussi la présence des Chefs d’Etat et de Gouvernement de même que celle des premiers responsables de nos partenaires et institutions, à savoir, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, les Nations Unies, la Banque Africaine de Développement, la Commission de l’UEMOA, la Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest, la Banque Ouest Africaine de Développement ainsi que toutes les autres institutions présentes.

Je voudrais remercier en particulier Madame, **Kristalina Georgieva**, Directrice Générale du Fonds Monétaire International, ainsi que ses collaborateurs, de même que le Cercle des Économistes, pour l’organisation, avec le Gouvernement du Sénégal, de cette rencontre.

Enfin, je tiens à saluer l’ensemble des participants notamment les Partenaires au Développement et les Experts de l’Administration.

**Excellences Messieurs les Présidents de la République,**

**Madame la Directrice Générale du FMI,**

**Mesdames et Messieurs,**

Je me réjouis de l’organisation de cette conférence et du choix de son thème qui offre l’opportunité, aux différents participants, de réfléchir aux solutions visant à trouver le juste équilibre entre le développement de nos Etats, qui nécessite d’énormes financements, et la soutenabilité de la dette pour nos finances publiques.

En effet, pour améliorer les conditions de vie de leurs populations et atteindre leurs objectifs de développement, les Etats Africains ont massivement investi dans l’éducation, la santé et les infrastructures.

Cela s’est traduit à la fois, par une réduction du taux de pauvreté et une accélération du taux de croissance de leurs économies, mais également par une augmentation de la dette publique limitant ainsi la marge de manœuvre budgétaire pour les besoins futurs de développement.

**Au niveau des pays de l’UEMOA** par exemple, les investissements réalisés, qui ont permis de tirer la croissance avec un taux de croissance annuel moyen de **6.6%** sur la période 2012-2018, ont aussi entrainé une hausse du taux d’endettement de l’Union de **29.6%** du PIB en 2012 à **46.4%** du PIB en 2018.

Par ailleurs, en plus des besoins en infrastructures socio-économiques de base, les Etats Africains font face, depuis quelques années avec les différentes attaques terroristes, à des besoins de financement de plus en plus importants pour la lutte contre le terrorisme.

C’est l’occasion pour moi d’adresser mes condoléances et celles du peuple ivoirien à nos frères du Mali, du Burkina Faso et de la France pour les pertes en vie humaines lors des récentes attaques.

Cette lutte contre le terrorisme se traduit par une hausse du poids des dépenses de sécurité dans le budget des Etats et une augmentation de la dette et du déficit budgétaire souvent au-delà de l’objectif de 3%.

**Excellences Messieurs les Présidents de la République,**

**Mesdames et Messieurs,**

Beaucoup reste encore à faire pour un développement durable en Afrique car, selon les dernières estimations de la Banque Africaine de Développement (BAD), hors dépenses de sécurité, le déficit annuel de financement en infrastructures du continent s’élèverait entre **68 et 108 milliards de dollars**.

Si l’on rajoute à cela les besoins d’investissement dans les secteurs sociaux, dans la protection de l’environnement et ceux liés à la sécurité, le déficit annuel apparait encore plus élevé.

Il est donc important que nous réfléchissions, ensemble, aux solutions appropriées pour relever ces défis de développement durable et de lutte contre le terrorisme.

**Mais quelles sont les solutions ?**

Pour ma part, je pense qu’il n’existe pas de solutions  miracles et que l’accent devrait être mis sur **cinq (5) priorités**.

**Premièrement, l'accélération  de la mobilisation des ressources intérieures.**

En effet, malgré les efforts entrepris, le ratio recettes fiscales sur PIB demeure faible à environ **17%** contre **34%** dans les pays de l'OCDE. L'Afrique doit donc améliorer son recouvrement d’impôts et taxes pour financer son développement avec ses ressources propres.

**Deuxièmement, l'amélioration du  climat des affaires** afin d’attirer les investissements privés nationaux et internationaux, y compris les partenariats public-privé (PPP), le capital investissement et les Fonds de Pension pour le financement du développement en Afrique.

Les récents rapports « Doing Business » de la Banque mondiale montrent que les pays Africains sont sur la bonne voie avec l’amélioration continue de l’environnement des affaires. La Côte d’Ivoire s’inscrit parmi les pays ayant fait les plus grands progrès en matière de gouvernance et de création d’un environnement propice à l’investissement et aux affaires.

**Troisièmement, le Développement d'un secteur financier solide et diversifié et l'accroissement du taux de l'épargne intérieure, tant privée que publique**, afin d'augmenter le montant et la durée des prêts, nécessaires à l'investissement dans les infrastructures. Pour aller dans ce sens, nous avons créé, en Côte d’Ivoire, une Caisse de Dépôt et de Consignation.

**Quatrièmement, une meilleure sélection des projets à financer et une gestion adéquate de la dette.** En effet, avec la rareté des ressources, il faudrait éviter les projets « non rentables » et mettre l’accent sur le financement et la priorisation des projets importants, à impact réels. Cela en vue de créer une croissance inclusive et génératrice de revenu pour le remboursement de la dette. Par ailleurs, vu les montants élevés et la complexité de la dette avec notamment le risque de change, il apparait indispensable de mettre en place une gouvernance adéquate et des équipes bien formées pour la gestion de la dette. En Côte d’Ivoire, en plus des plans nationaux de développement et des programmes pluriannuels d’investissements qui définissent et priorisent les projets à réaliser, nous avons mis en place un Comité National de la Dette Publique (CNDP), chargé de la coordination et du suivi de la gestion et la viabilité de la dette.

**Cinquièmement, plus de flexibilité de la part de nos partenaires techniques et financiers, notamment le Fonds Monétaire International,** dans l’appréciation de certains indicateurs notamment celui du déficit budgétaire. Je tiens à vous rassurer, les pays de l’UEMOA respecteront les critères de convergence. Toutefois, il est encore plus important de s’assurer de la viabilité de la dette et des finances publiques tout en tenant compte des nouvelles réalités notamment sécuritaire.

**Excellences Messieurs les Présidents de la République,**

**Mesdames et Messieurs,**

Je me félicite de la tenue cette conférence sur le Financement du Développement qui permet de réunir tous les acteurs de la vie économique afin de partager nos expériences individuelles et de trouver, dans une démarche concertée, des idées nouvelles pour relever les défis du financement du Développement.

Je voudrais clore mon propos, en souhaitant à toutes et à tous d’excellents travaux et particulièrement un très bon séjour à Dakar.

Je vous remercie de votre aimable attention.